

CIBLE

Pleureuses

Au cours de son voyage au Proche-Orient, Jacques Chirac est apparu tel que la France aime ses chefs d'État, et tel que les Français voudraient que soit l'actuel Président par rapport aux affaires intérieures : actif, et non pas brouillon, prenant date à moyen terme au lieu de céder à des impulsions, capable de résister aux provocations de la droite israélienne et aux intimidations des puissants de l'heure, en l'occurrence les Américains.

Dans les pays arabes, le prestige de la France s'en est trouvé immédiatement grandi. Et une grande partie de l'opinion publique israélienne a été sensible au message de tolérance et de paix du président français.

L'attitude du chef de l'État a été approuvée par l'opposition, et par une grande partie de l'opinion publique. A l'exception de quelques pleureuses pro-américaines, qui regrettent que Jacques Chirac ait parlé au nom de l'Europe pour, disent-ils, mieux se substituer à elle. L'argument est dérisoire : l'Europe politique n'existe pas, elle n'a donc pas de politique. La France existe, elle a une politique au Proche-Orient. Il est normal que la principale puissance européenne entraîne ses partenaires.

CONSTAT

Un Juppé ?

« Ça ne vaut rien ! »

Refus

**La pensée
unique**

p. 6/7

Zola

**Du travail
clandestin**

p. 3

Puisqu'il était écrit (*Royaliste* n° 671) « tant que Fodé SYLLA ne nous aura pas donné de raisons satisfaisantes, ceux qui parmi nous ont accepté de parrainer son action s'estimeront victimes d'un abus de confiance », je tenais à vous apporter quelques précisions.

Je ne souhaite pas que s'instaure un malentendu autour de la participation de SOS Racisme à la manifestation du 22 septembre.

Comme vous le savez, notre association, depuis sa fondation, a pour vocation de lutter contre le racisme et toutes les formes de discriminations. A ce titre, elle s'est engagée en faveur d'une politique d'intégration républicaine. Aussi, nous estimons que la laïcité reste le meilleur cadre pour réaliser l'intégration. Elle seule permet à chacun, quelles que soient ses origines, sa couleur, sa religion... de s'épanouir pleinement dans le respect et la dignité. Ce d'autant plus que la laïcité a été un moteur de promotion individuelle et collective de l'ensemble des composantes de la nation française.

A chaque fois que nous avons senti que la laïcité était menacée, nous nous sommes exprimés et mobilisés. Ce fut le cas notamment au moment de la remise en cause de la loi Falloux ou encore lorsque nous nous sommes opposés à toute tentative de prosélytisme dans les établissements scolaires.

Il serait paradoxal que je milite chaque jour pour que des hommes et des femmes puissent trouver refuge dans notre pays, bénéficier de l'accueil et de l'asile, et que je m'oppose à la présence du Pape sur notre sol ! Il serait préjudiciable pour SOS Racisme, association qui compte parmi ses membres de nombreuses personnes d'obédiences différentes, que j'en exclue une partie. Aussi, le seul motif pour lequel je me suis rendu à cette manifestation est la défense de la laïcité. Il ne s'agissait pas de protester contre la venue du Pape en France, mais contre le financement par l'État et la République de cérémonies religieuses organisées à cette occasion.

Pour autant, si nous avions été plus mobilisés et plus nombreux le 22 septembre, on ne retiendrait pas aujourd'hui comme seule lecture de cette manifestation un « anti-cléricisme » quelconque et encore moins une « dénonciation de la morale chrétienne » que je désapprouve.

Depuis que je préside cette association, j'ai attaché un vrai intérêt au

C'est vous qui le dites...

travail commun et apprécié le parrainage de beaucoup d'entre vous. Il serait dommageable que nous ne nous comprenions pas. Il existera certainement des différences et des priorités de mobilisation mais je tiens à lever toute ambiguïté.

Fodé SYLLA
président de SOS Racisme

SOS Racisme (2)

Votre charge virulente contre la participation de SOS Racisme à la manifestation « antipape » du 22 septembre (*Royaliste* n° 671) m'a un peu étonné. Je pense aussi pour ma part que ce n'était pas leur place et qu'ils avaient mieux à faire que de se mêler aux activités des adorateurs du petit père Combes. Mais enfin, il arrive à tout le monde de se tromper, de faire une erreur d'analyse ou de mal apprécier une situation. De là à parler « d'abus de confiance » il y a une marge ! J'estime que le combat mené en commun par la NAR et les autres organisations, partis ou mouvements contre le racisme et la xénophobie doit nous conduire à une compréhension réciproque et, si celle-ci n'interdit pas la critique, son ton doit toujours rester dans les limites d'une certaine solidarité militante.

P. G. (Lyon)

SOS Racisme (3)

Le petit article « Oh Sylla ! » de Bertrand Renouvin dans *Royaliste* n° 671 m'étonne un peu.

D'abord parce que je suis en désaccord avec le jugement porté sur les laïcs ayant manifesté leur hostilité à la venue du Pape. Ce sont des gens qui redoutent, non sans fondement, le retour de l'ordre moral, et qui dénoncent les nombreux actes d'allégeance (parfois sonnants et trébuchants) faits par le pouvoir depuis - surtout - l'élection de Chirac, envers l'Église catholique. La polémique estival et ces manifestations ont d'ailleurs sans doute obligé le Pape à faire profil bas pendant son voyage. Voyez comme *Témoignage Chrétien*, que l'on ne peut taxer d'anticléricalisme radical, a

accueilli fraîchement cette visite. Enfin, mon avis de citoyen est que l'on donne beaucoup trop d'argent public à l'Église et ses satellites, et que la gauche aurait dû dès juin 81 faire sauter le régime dérogatoire en Alsace-Moselle.

Autre surprise, plus amusante, est la découverte par vous bien tardive du caractère réel de SOS Racisme. Ce mouvement se définit lui-même comme politique. Les militants passent d'une étiquette à l'autre et, parfois, oublient de mettre la bonne. Il suffit de lire « *L'Histoire secrète de SOS Racisme* » de Serge Malik, d'entendre des militants sincères passés dans cette machine, pour savoir à quoi s'en tenir. Celles et ceux ayant côtoyé les « potes » de SOS dans l'engagement partisan ou le syndicalisme étudiant sont eux aussi éclairés : SOS, c'est « l'abus de confiance » (selon votre formule) permanent.

Je m'étonne (alors que pour ma part je vous avais déjà « mis en garde »...) que vous vous en soyez rendu compte si tard !

J.-M. D. (Loire-Atlantique).

Laïcité

Vous savez que je lis toujours avec plaisir la revue *Royaliste* que vous avez la gentillesse de m'envoyer. J'y trouve souvent beaucoup de points d'accord, et de toute manière, des éléments de réflexion intéressants.

Je tiens cependant à vous dire mon regret à la lecture des propos de M. Luc de Goustine, dans le numéro 670, au sujet de Clovis et du voyage du Pape. Je fais partie de ceux qui ont contesté, non pas la visite de Jean-Paul II, mais le sens que la hiérarchie catholique et quelques personnages de la République tentaient de donner à cette visite, au printemps dernier. Et je me félicite aujourd'hui plus encore de cette contestation (j'étais à Valmy le 22 septembre 1996) que les nombreuses protestations contre cette stupidité d'une France « fille aînée de l'Église », contre l'idiotie d'un prétendu « baptême de la France » à travers Clovis et contre un excès d'engagement des élus républicains dans une manifestation « religio-parti-

sane », ont conduit M. Chirac à saluer le Pape au nom de la France laïque et républicaine et Jean-Paul II à dire très justement que le baptême de Clovis était un baptême comme un autre. Mais pour M. de Goustine, plus royaliste que le roi et plus papal que le Pape, ces protestations au nom de la laïcité républicaine « sont aussi bêtifiantes que les intégrismes auxquels elles prétendent riposter ».

On peut défendre une opinion sans mépriser celle des autres. M. de Goustine manifestement ne sait pas faire.

André Henry
ancien ministre

Solidarité

Comme vous le savez, je ne défends pas particulièrement les thèmes de fond de votre journal et mouvement, à savoir la royauté. Mais, par ailleurs, je suis à peu près d'accord avec les idées et opinions que vous avancez dans ce journal de grande tenue. C'est pourquoi je me suis abonné.

Aussi, quand je lis dans le courrier des lecteurs (*Royaliste* n° 670) que des retraités ne peuvent plus assumer le coût d'un abonnement, je m'insurge. D'autant plus, peut-être, que je ferai prochainement partie de ces retraités modestes !

C'est pourquoi, tant que je le peux encore, je vous adresse le montant d'un abonnement, que vous attribuerez comme vous le jugerez bon. Avec mes encouragements.

N. S.-S. (Paris)

A la suite de la publication de la lettre à laquelle il est fait référence, nous avons reçu des réactions positives de plusieurs de nos lecteurs. Soit ils nous ont adressé le montant d'un abonnement pour « parrainer » un autre lecteur, soit ils ont pris l'engagement de réexpédier leur propre journal à une personne que nous leur avons indiquée. Nous les remercions de leur aide et souhaitons qu'ils aient des émules.

Bulgarie

C'est après beaucoup de temps que nous avons connu le très bel article qu'a écrit *Royaliste* sur le retour de notre tsar en Bulgarie. Nous l'avons lu et fait circuler partout, et il nous est très utile en ce moment où la Bulgarie fait ses élections. Avec lui nous pouvons montrer ce qu'est vraiment un souverain. Et que cela vienne de France, le pays de la Révolution de 1789, a beaucoup d'importance. Encore merci !

C.K. (Sofia)

Du travail clandestin

Le principal mérite du projet de loi réprimant le travail illégal, c'est de souligner le scandale de l'exploitation des êtres humains, dans sa vérité quotidienne et dans toute son ampleur.

D'abord des faits, qui concernent certains de nos proches, ou qui ont été relevés par la presse à l'occasion de l'examen en Conseil des ministres du projet de loi contre le travail clandestin :

Ce jeune homme, bachelier, serveur qualifié, engagé sans contrat dans un très grand restaurant parisien situé près des Champs-Élysées : travaillant douze heures par jour, obligé d'accomplir de multiples tâches sans rapport avec sa qualification, il passait sa journée sans manger (sauf quelques morceaux de sucre dérobés pendant le service) et sans même avoir la permission d'aller aux toilettes.

Ou bien ce journaliste quadragénaire engagé, sans contrat, dans une publication dont le directeur lui avait promis 15 000 F par mois : jamais payé, il n'a pas eu les moyens de poursuivre le patron indélicat. Ou encore ces immigrés chinois qui travaillent à des rythmes d'enfer pour deux ou trois mille francs par mois. Dans les hôtels, dans l'agriculture, dans la confection, dans le bâtiment, dans la presse, dans l'édition, innombrables sont ceux qui sont victimes d'une exploitation éhontée, à laquelle ils se rési-

gnent pour échapper à la misère. La France, qui est un des pays les plus riches du monde, abrite un sous-prolétariat dont les conditions de travail et de vie semblent tirées des pages les plus noires d'Émile Zola.

Des estimations chiffrées soulignent l'ampleur du scan-



Le bâtiment et les travaux publics : un secteur particulièrement concerné.

dale. Notre pays compte entre un million et un million et demi de travailleurs illégaux. Les patrons qui les emploient feraient perdre à l'État 150 milliards de francs, mais les condamnations sont peu nombreuses (5 000 condamnations en 1973) et faiblement dissuasives : de simples amendes, rarement de la prison.

Autre repère chiffré qu'il faut mettre en évidence : contrairement au préjugé répandu, et aux fantasmes entretenus par les nationaux-populistes et le gouvernement, les travailleurs clandestins ne sont pas, dans leur très grande majorité, des immigrés en

situation irrégulière, mais des travailleurs français : un seul sur dix est un étranger en situation irrégulière.

Dès lors, comment ne pas approuver dans son principe tout projet de lutte contre l'emploi illégal ? Le gouvernement a raison de vouloir réagir contre le laxisme ambiant, et certaines des mesures qui figurent dans le projet de loi sont toujours bonnes à prendre : pouvoirs accrus pour les inspecteurs du travail (qui pourront désormais avoir accès aux documents commerciaux) et pour les agents du fisc, interdiction aux entrepreneurs condamnés de se porter candidat à un marché public, privation éventuelle des droits civiques...

Tout cela est empreint d'excellentes intentions, mais le nouveau projet de loi reste d'une grande timidité, quant aux sanctions notamment. Surtout, cette loi, comme tant d'autres, restera inefficace si ceux qui sont chargés de l'appliquer ne disposent pas des moyens nécessaires. Quant à la répression de l'emploi illégal, la première décision à prendre eût été de multiplier par trois ou quatre le nombre des inspecteurs du travail (1), et de leur donner les moyens administratifs d'accomplir leurs tâches.

Yves LANDEVENNEC

(1) cf. l'excellent article consacré à Gérard Filoche, inspecteur du travail à Paris, dans *Le Nouvel Observateur* du 17-23 octobre 1996.

Nudités

Un nouveau confrère ! On se précipite. C'est *La Une*, mensuel qui s'affirme « ni à gauche, ni à droite » mais « Indépendant-Exclusif-Informé ». Bien...

Mais Jean-Marie Le Pen délivre son message sur six pages (sur 24) sans compter la une. Mal équilibré, le confrère. Et puis, des entretiens avec MM. Minc, Bercoff, Barril, Sulitzer, Baroin, Giesbert... Rien à gauche. Il doit donc s'agir d'un journal indépendant... des divers courants de la droite. Pourquoi pas ? Mais autant l'annoncer. Sinon, c'est tromper l'acheteur sur la marchandise.

Cela dit, *La Une* a l'avantage de nous faire découvrir la droite dans sa complète nudité. Et dans toute sa cruidité. Quelques exemples ?

Côté chic : Jacques Maillot, PDG de Nouvelles frontières dit aux Français : « mettez vos mains (nues ?) dans le cambouis ». Lui patauge dans le flic. Et le PDG de Cartier (A.-D. Perrin) affirme quant à lui que « Nous vivons dans un pays communiste » et ajoute : « J'aimerais qu'on ait les c... de dire aux mecs d'Air Inter : vous êtes virés ! » En attendant, ce Monsieur Perrin se fait des c... en or.

Côté choc : André Bercoff nous informe quant à lui que « *La France hiberne dans un préservatif* ». Si c'est vrai, Bercoff est con... gelé (pardon, mais la c... rie est contagieuse), ce qui ne l'empêche pas de conclure : « C'est pas parce qu'il y a le sida qu'il faut se priver de ne pas continuer de jouir et de vivre ».

D'ailleurs, Paul-Loup Sulitzer nous informe que « (sa) seule idéologie, c'est l'amour ». Sans capote ?

Maria DA SILVA

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Du travail clandestin - Nudités - p.4 : Délit d'opinion - Étranges paris - p.5 : Élitisme à cœur - p.6/7 : Refuser la pensée unique ! - p.8 : Le chat et la souris - Le tournant de décembre - p.9 : Le souci contemporain - p.10 : L'Europe d'entre deux guerres - Qu'est-ce qu'un noble ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial - Un Juppé ? Ça ne vaut rien !
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession :
Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (105 F) ☐ six mois (195 F) ☐ un an (290 F) ☐ soutien (500 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Délit d'opinion

Le projet de loi contre le racisme est loin de faire l'unanimité. Mais M. Toubon n'a que faire des critiques, celles-ci tomberont, s'il continue sur cette lancée, bientôt sous le coup de sa loi...

Les propos de Jean-Marie Le Pen sur « l'inégalité des races » ne visaient aucun groupe déterminé et, de ce fait, n'avaient pu tomber sous le coup de la loi. Une nouvelle fois le président du Front national ne faisait pas de politique mais faisait « la » politique, et en particulier celle du garde des Sceaux. Celui-ci a, alors, décidé de modifier la loi contre le racisme, pour la rendre selon ses propres dires plus « adaptée ». L'adjectif convient parfaitement à ce type de loi de circonstance qui devra être, selon l'apparente logique de M. Toubon, de nouveau « adaptée » au prochain coup d'éclat de M. Le Pen. Mais que M. Toubon se rassure quant à l'avenir de son projet de loi, puisque M. Péricard, président du RPR, a déclaré que son groupe voterait ce texte même si, dit-il, « tous les textes de circonstances sont mauvais ». La logique de tels propos, encore une fois, nous échappe.

Cependant, au vu des critiques quasiment unanimes de la classe politique (mises à part un certain nombre d'organisations antiracistes qui ne semblent pas comprendre la portée de ce projet) Jacques

Une nécessité vitale
Faire connaître
Royaliste !

Toubon doit bien être le seul à être rassuré.

Le texte du garde des Sceaux prévoit d'étendre la définition de la diffamation raciale. Ainsi la loi devrait condamner tout propos qui porte atteinte à la dignité d'une ou plusieurs personnes en fonction de leur origine, leur appartenance à un groupe ethnique, « racial » ou religieux. De l'UDF au RPR on souligne les risques « des effets pervers » et on va même jusqu'à parler d'erreur en ce qui concerne la future loi. Celle-ci, en effet, par sa formulation imprécise, peut conduire au rétablissement du délit d'opinion, et en cela menace la démocratie.

De plus la « banalisation des thèses racistes » que la loi veut arrêter se retrouve au sein même de son texte puisque celui-ci fait mention de « races ». Le discours de M. Le Pen est si présent au sein du débat politique que le projet de loi entend lutter également contre le « racisme antifrancophone ». Ainsi non seulement les thèmes du Front national sont repris par le texte de la loi mais en plus, une nouvelle fois Jean-Marie Le Pen sera présenté comme une victime. Mais M. Toubon n'a que faire des mises en garde et les contestations n'ont sans doute pas été suffisantes pour lui faire comprendre que le combat contre le racisme n'est pas juridique mais politique.

Remi TISSOT

Étranges paris

Mûrie dans le secret, décidée par l'Élysée sans concertation avec les ministres concernés, la privatisation brutale du groupe Thomson pose beaucoup de questions qui restent sans réponse.

On attendait Alcatel, candidat favori à la reprise de Thomson, ce fut Lagardère. On avait annoncé que l'unité du groupe serait préservée, il est vendu à deux sociétés. On pensait à tout le moins qu'une solution française serait choisie, et voici que surgit un Coréen...

Ce n'est pas le changement de point de vue qui inquiète, mais la pertinence et la cohérence des choix effectués. Or nous demeurons à tous égards dans une totale incertitude. Sauf, en ce qui nous concerne, sur la donnée initiale.

Aucune raison ne justifiait la privatisation du groupe Thomson. Une fois de plus, on se débarrasse du patrimoine industriel de la nation, et de toutes celles et ceux qui avaient à cœur de le développer. Il est en outre aberrant d'abandonner au privé un secteur qui vit essentiellement des commandes d'État ou de marchés obtenus grâce à l'action de l'État. Et cette aberration devient une faute politique majeure lorsqu'il s'agit de l'industrie d'armement - donc de la survie de la nation et de la sécurité de ses habitants. Nous paierons cette faute dans cinq, dix ou vingt ans... à moins qu'un gouvernement responsable ne décide de renationaliser l'ensemble des activités industrielles concernant la défense nationale.

Dans l'immédiat, le choix opéré en faveur du groupe

Lagardère a pour lui l'avantage de la cohérence : le groupe Matra-Thomson permettra de produire l'ensemble des systèmes nécessaires à la défense, qu'il s'agisse des satellites, des armements proprement dits, des moyens de détection, de communication, etc. Ainsi constitué, ce groupe se placera au deuxième rang mondial et devrait obtenir grâce à sa taille des avantages majeurs dans sa stratégie à l'exportation. Il reste cependant à savoir si Matra sera assez robuste pour supporter l'arrivée de Thomson et pour mettre sur pied un groupe industriel solide. Nous sommes ici dans le domaine du pari.

On sait que la tâche de M. Lagardère sera facilitée par la vente (au franc symbolique) de Thomson Multimédia à la société coréenne Daewoo. Cette solution ne relève plus du pari, mais d'une liquidation pure et simple d'une société endettée par la faute de l'État, et qui sera recapitalisée afin qu'un industriel douteux bénéficie des capacités de recherche, d'innovation et de développement qui permettaient d'assurer le redressement rapide de Thomson Multimédia. Payer cher (11 milliards) pour brader un secteur prometteur : les citoyens ont droit à des explications que le gouvernement ne donne pas.

Annette DELRANCK

Eltisine à coeur

On est revenu au bon vieux temps des intrigues du Kremlin sans kremlinologues pour nous aider à y voir un peu clair.

Après Gorbatchev et Eltsine, le général Lebed est en passe de devenir l'enfant chéri des médias. C'est mal comprendre la nature du régime dans l'ex-Union Soviétique. Les élections démocratiques ne suffisent pas à faire une démocratie. Elles entérinent des rapports de forces préétablis. Partis, institutions, n'incarnent pas vraiment des projets politiques mais des intérêts bureaucratiques. La Russie n'a jamais cessé d'être communiste, au sens que l'appareil d'État n'a fait que s'adapter de l'intérieur et continue de le faire dans la perspective de l'après-Eltisine. Les luttes de pouvoir peuvent être féroces comme au temps du Comité Central, mais elles ne remettent pas en cause le système.

Le général Lebed s'y est cassé le nez et le système l'a rejeté, car il n'a nul besoin d'un Pinochet même pas converti au « libéralisme ». L'armée n'est pas un tremplin politique. En politique extérieure, il était piégé à coup sûr sur les deux dossiers qu'il a touchés : la Tchétchénie et l'élargissement de l'OTAN. Raisonnant sur ces sujets en bon soldat, soucieux d'une popularité plus « occidentale » que profondément russe, il lui manquait le recul stratégique que possède au plus haut point l'actuel ministre des Affaires étrangères Primakov. La chute de Kaboul aux mains des Taliban comme ce qui se passe au Kurdistan irakien rejailit sur Grozny.

Moscou ne peut pas se permettre au Nord Caucase de contredire sa politique au Sud qui redonne du lustre à ses alliances avec l'Inde et l'Iran et le réintroduit dans le jeu au Proche et au Moyen-Orient face aux États-Unis de plus en plus empêtrés dans des alliances fragilisées.

Le voyage de Lebed au quartier général de l'OTAN à Bruxelles ne lui a pas été moins fatal. L'ouverture dont il y a fait preuve sur l'élargissement, même si elle fait partie d'un double langage, a été interprétée comme une marque de faiblesse, confirmant l'impression déjà créée à Grozny. Or l'enjeu est moins directement militaire que de préserver une marge de manoeuvre à la diplomatie russe en Europe. Diplomatie qui serait d'un coup annihilée si la politique de sécurité en Europe tant à l'Ouest qu'au Centre et à l'Est était remise à la discrétion de Washington.

Sur ce point comme au Proche-Orient, une convergence d'analyses se dessine avec Paris. Bonn également mise sur la ligne eltsinienne comme en a témoigné la pathétique visite du Chancelier Kohl à Eltsine. C'est que l'Allemagne, qui a su magnifiquement jouer de Gorbatchev, comme en témoignent les récentes confidences du Chancelier allemand, voit tout à fait le profit qu'elle peut tirer d'un nouveau « concert européen ». Moscou, qui ne connaît d'ailleurs que des « puissances », n'a intégré que l'Allemagne dans ses ana-

lyses stratégiques et non une quelconque entité européenne. Le débat sur l'élargissement de l'Union européenne et celui, distinct, de l'OTAN sera apprécié à l'aune de ces réalités. Il en va de même pour Paris qui ne doit plus, comme en 1989, laisser le Chancelier manoeuvrer seul avec Moscou.

La nomination de l'ex-communiste Rybkine à la succession de Lebed ouvre la voie vers l'intégration d'une partie des communistes de Ziouganov dans la coalition eltsinienne autour de ces thèmes « nationaux », tandis que le Premier ministre Tchernomyrdine, éventuellement chargé de l'interim pour trois mois, garantit la consolidation des « réformes » qui sont aussi les intérêts acquis de la Nomenklatura. Ce qui est bon pour Gazprom (le gigantesque complexe énergétique dirigé par Tchernomyrdine) est bon pour la Russie.

Une nouvelle fois, en personnalisant ses relations avec la Russie, en prenant Eltsine trop à cœur, sans jeu de mots, Washington aura commis l'erreur, comme avec Gorbatchev, de faire abstraction du système. En se laissant abuser par les réformes intérieures et en faisant en dépendre leurs relations internationales, ils ont méconnu la permanence des intérêts nationaux. Ils ont raté ainsi leur fameux « partenariat stratégique ». A l'Europe d'en profiter pour éviter toute dérive « asiatique » ou aventure « populiste » hors-système, quelque en soit l'acteur d'occasion, Lebed compris.

Yves LA MARCK

♦ **BELGIQUE** : A la veille de l'imposante manifestation de Bruxelles en souvenir des enfants assassinés, le roi Albert II a reçu au palais royal les familles des victimes. Une nouvelle fois, le souverain belge a parlé sans complaisance un langage direct : « Ce que nous avons vécu en Belgique avec la disparition et la mort d'enfants innocents dans des circonstances horribles constitue une véritable tragédie nationale. Je le répète : une clarté totale doit être faite sur ce drame, ses origines et toutes ses ramifications, et cela dans un délai raisonnable. La reine et moi sommes convaincus que cette tragédie doit maintenant être l'occasion d'un sursaut moral et d'un changement profond dans notre pays. Cela suppose d'abord de la part de chaque autorité une attitude d'humilité et de remise en question. Une des tâches essentielles de l'État est d'assurer la sécurité de tous les citoyens, en particulier des plus vulnérables : nos enfants. Il faut reconnaître que, dans ce cas, ce fut un échec, de nombreuses erreurs ayant été commises... Le changement sera une œuvre de longue haleine, mais il se fera, j'en suis convaincu. Il faudra persévérer, tenir bon, car changer les mentalités et les règles de la société ne s'accomplit pas du jour au lendemain... Par votre initiative vous voulez attirer l'attention de toute la nation sur ce qui doit changer dans notre société et pour que la sécurité et la dignité des enfants soient respectés partout. Je vous encourage à le faire dans un esprit constructif et de respect de nos institutions démocratiques ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : La reine Élisabeth II a ouvert le 23 octobre la dernière séance parlementaire de la législature avant des élections générales au printemps prochain. Coiffée de la couronne impériale d'État, la souveraine britannique était accompagnée du prince Charles en l'absence du duc d'Édimbourg. Devant un parterre de députés des Communes et des pairs de la Chambre des lords, la reine a prononcé le traditionnel discours du trône écrit par le Premier Ministre John Major.

♦ **ESPAGNE** : Le roi Juan-Carlos et la reine Sophie poursuivent leur mission diplomatique d'ambassadeurs itinérants par un voyage officiel triomphal mais épuisant en Corée du Sud, multipliant comme ils aiment le faire, les rencontres diplomatiques, les visites culturelles et les rendez-vous économiques. Le souverain espagnol a rappelé une nouvelle fois sa volonté d'intensifier les relations entre l'Espagne et le Sud-Est asiatique.

♦ **LIECHTENSTEIN** : Le prince héritier Alois et la princesse Sophie, née duchesse en Bavière, ont donné naissance à une petite fille, leur second enfant. Le jeune couple s'était marié en juillet 1993 et avait eu, le 24 mai 1995, un héritier prénommé Joseph Wenzel Maximilien Marie.

Toutes tendances confondues, la classe dirigeante répète sur tous les tons qu'il n'y a pas d'autre politique économique possible. Il s'agit là d'un argument d'autorité, dont il est facile de démontrer la fausseté : une alternative économique existe et n'a jamais cessé d'exister, dans la théorie et dans la pratique. Elle existe d'autant mieux que le propre de la Pensée unique est de ne pas penser... ou si peu.

Cette fameuse « pensée unique » a tout pour nous impressionner. D'abord parce qu'il est question de pensée, ce qui intimide. Ensuite parce que ce sont des sommités du monde de la politique et des affaires qui exposent ses prétendues vérités, dans un langage impressionnant de technicité. Enfin parce que les télévisions et les grands quotidiens nationaux reprennent ses dogmes et diffusent ses slogans, sans permettre aux courants critiques de s'exprimer. Dès lors il est facile de dire qu'il n'y a pas d'opposition sérieuse à la doctrine économique dominante : la boucle est bouclée !

Commençons par prendre la mesure des choses. La « pensée unique » ne constitue que la forme dégradée de la théorie économique libérale, telle qu'elle a été forgée par de très grands auteurs (Adam Smith, Ricardo, etc.) dans des oeuvres qui restent dignes de réflexion - même si l'histoire leur a infligé des démentis décisifs. La « pensée unique » a autant de rapport avec le libéralisme économique qu'une brochure de propagande stalinienne (des années cinquante) avec l'oeuvre de Marx.

De fait, nous sommes confrontés à une opération de propagande idéologique : elle utilise comme matériel des slogans simplistes, qui tirent leur force apparente de leur inlassable répétition et de la position sociale de ceux qui les énoncent. Ces hauts personnages (Édouard Balladur, Alain Madelin) sont des hommes de pouvoir, non des théoriciens. Seul Raymond Barre pourrait prétendre à ce statut, mais il s'est contenté de publier des manuels, et non pas une oeuvre : il rédige des articles, des conférences, des conclusions de congrès (celle du séminaire de Davos par exemple) mais rien

de plus. Reprenons notre comparaison avec l'idéologie soviétique : si Karl Marx vaut Adam Smith, M. Barre est très en-dessous de Lénine ; la culture économique de MM. Balladur et Madelin ne dépasse pas celle d'un chef de bureau du Gosplan ; Alain Minc est comparable, quant à la qualité de sa réflexion, à un rédacteur des éditions de Moscou (période Khrouchtchev).

La « pensée unique » se présente par conséquent comme une baudruche théorique. Avant de la dégonfler, voyons de quels arguments elle est constituée.

Le postulat est que l'économie doit fonctionner selon les lois du marché, et qu'elle est réglée par le principe de la libre concurrence qui assure l'efficacité maximale dans la production et la répartition des richesses.

D'où quatre impératifs catégoriques : alléger l'État et le désengager, privatiser tout ce qui peut l'être, réduire les budgets sociaux et obtenir le maximum de flexibilité salariale (puisque les charges sociales et les salaires sont des coûts qui diminuent la compétitivité des entreprises). Tel est le credo du néo-libéralisme européen, auquel la classe dirigeante française ajoute le dogme de la parité franc-mark et une référence à la monnaie unique conçue, à l'allemande, comme instrument de contrainte des budgets publics et des prix.

Ces slogans simplistes ont aujourd'hui force de loi, à droite et à gauche, au Figaro et au Monde, et s'imposent aux gouvernements depuis plus de dix ans. Ils prétendent justifier la rigueur budgétaire, les cadeaux au patronat, la contrainte salariale et les privatisations. Les néo-libéraux ont donc remporté des victoires considérables, et veulent aujourd'hui en remporter de nouvelles en soumettant le domaine social à leurs

critères. Relevons quelques déclarations récentes :

Alain Madelin (*Le Monde* du 30 août) écrit qu'il faut « *augmenter les incitations marginales à entreprendre, innover, travailler. Tel doit être l'objectif prioritaire de la réforme fiscale. Ayons le courage de concentrer et de cibler les allègements fiscaux sur l'augmentation de ces incitations marginales* ». Vous n'avez pas compris ? C'est qu'il s'agit d'une langue de bois, d'un message codé, qui n'est pas destiné aux simples citoyens mais à la classe dirigeante : Alain Madelin lui réaffirme qu'il veut privilégier les patrons, et que les réductions d'impôts doivent favoriser les plus riches, parce que seuls les riches créent les conditions de la croissance.

Édouard Balladur (*Le Monde* du 28 août) avance lui aussi masqué en posant

benoîtement des questions : « *Faut-il, comme c'est le cas en Allemagne, aux États-Unis, remettre en cause certaines prestations et garanties sociales, dans leur montant, leur durée, leur principe même ? (...) Peut-on bénéficier du RMI sans limitation de durée, et sans aucune vraie contrepartie de travail ? (...) Quelle part doit être laissée, dans la fixation du SMIC, aux accords contractuels, professionnels ou régionaux, et aux décisions nationales générales ?* ». Chacun a compris que M. Balladur veut réduire la protection sociale et détruire progressivement le salaire minimum.

Alain Minc (*Le Monde* du 27 août) dénonce quant à lui la « *pensée unique* » sociale (quelle audace dans le retournement dialectique...) et souhaite un débat clair autour de la question posée par Bill Clinton aux Américains :



♦ Cette affiche de Mai 68 représente-t-elle l'impensé de la pensée unique ?

« *préfèrent-ils des travailleurs mal payés à des chômeurs bien indemnisés ?* ». Autrement dit : voulons-nous être pauvres, ou pauvres ? Alain Minc préfère sans le dire (il n'est pas plus courageux que ses compères) des travailleurs pauvres (car ils permettent de faire des profits) à des chômeurs pauvres (car ils coûtent cher).

Enfin Michel David-Weill, patron de la banque Lazard Frères, a la franchise de répondre « sûrement oui » lorsque *Le Nouvel Observateur* (17-23 octobre) lui demande si le modèle social européen est incompatible avec les contraintes de la mondialisation, tout en précisant que le principal problème n'est pas la concurrence des pays à bas salaires mais « *la capacité des pays industrialisés à créer de nouvelles richesses* ».

Il faudrait encore beaucoup citer, et un livre serait nécessaire pour démonter les sophismes et les mensonges de ces messieurs. Ce qui les laisserait de marbre : ils pensent avoir raison parce qu'ils ont aujourd'hui assez de pouvoir pour imposer leurs solutions. Et leurs solutions sont bonnes parce qu'elles sont profitables à la classe dirigeante. Ce qui signifie que ces capitalistes entérinent la démonstration de Marx : l'idéologie dominante est conforme aux intérêts de la classe dominante. Peu leur chaut, puisque « Marx est mort » et le communisme est enterré - du moins le supposent-ils.

Point n'est besoin d'être marxiste pour constater et dénoncer les immenses dégâts créés par la « pensée unique » : progression de la pauvreté et de la misère, saccage de l'industrie, corruption, spéculation, inégalités croissantes entre les hommes et les nations. A cela, les néo-libéraux répondent qu'il faut encore plus de libéralisme, selon une argumentation qui rappelle le mode soviétique d'auto-justification : les échecs du « socialisme réel » s'expliquent par le fait que le communisme n'est pas encore réalisé.

Est-il possible de sortir de ce cercle vicieux ? Bien sûr ! Et de trois manières :

1° Démontrer, point par point, que les arguments techniques avancés par les néo-libéraux sont fallacieux : non, les faibles taux d'intérêt ne favorisent pas nécessairement la croissance comme on le vérifie actuellement ; non, il ne s'agit pas de lutter prioritairement contre les tensions inflationnistes alors que nous sommes en train de basculer dans la déflation (baisse cumulative des prix, des salaires et de la production) ; non, la rigueur budgétaire n'est pas à l'ordre du jour lorsque le taux de croissance tend vers zéro car la restriction des dépenses publiques accélère le mouvement de baisse ; non, la réduction des salaires n'est pas la condition d'une augmentation de l'emploi, car cette baisse réduit la consommation et, par conséquent, les entreprises, qui vendent moins, ne peuvent pas embaucher.

2° Faire connaître le mouvement de critique de la « pensée unique » qui se développe actuellement, souligner la diversité des apports (philosophiques, sociologiques, économiques) et la richesse des débats. Sait-on par exemple que 250 jeunes universitaires ont signé un *Appel aux économistes pour sortir de la pensée unique* et qu'ils se sont réunis à la Sorbonne les 18 et 19 octobre à l'initiative de Hoang-Ngoc Liêm pour des débats de très haute tenue dont *Le Monde* n'a pas daigné rendre compte ? Les livres et les articles de fond abondent, les clubs de réflexion et les colloques se multiplient, en un mot l'offensive contre la pensée unique bat son plein. Comme nous n'avons cessé de le dire, une autre politique économique est possible. Il est malhonnête de la réduire aux petites phrases et aux bribes programmatiques de Philippe Séguin : les incohérences et les faiblesses du président de l'Assemblée nationale ne sauraient discréditer une réflexion qui n'avait nul besoin de lui pour exister et pour s'affirmer.

3° Puisque la « pensée unique » est l'expression de la loi du plus fort, il faut aider au renversement des rapports de forces à la fois sur le terrain politique (où la réaction au libéralisme économique doit s'organiser) et par l'engagement syndical. Mais il faut faire vite. Nous sommes revenus à la situation décrite par Keynes dans les dernières pages de sa *Théorie générale* : celle d'un monde qui ne supportera plus très longtemps l'état de chômage engendré par le régime capitaliste moderne, et qui pourrait être tenté par des solutions autoritaires alors qu'il est possible de « *remédier au mal sans sacrifier la liberté ni le rendement* ». Pour sauver la liberté, face à une nouvelle tentation totalitaire, il faut vaincre l'idéologie et répudier les pratiques du néo-libéralisme.

Sylvie FERNOY

RÉFÉRENCES CRITIQUES :

Quelques livres, revues et essais qui montrent la force et la diversité des critiques de la « Pensée unique » :

♦ André Grjebine, *La politique économique*, (Points/Seuil, 1991) (franco 55 F).

♦ André Gauron, *Chômage demande traitement de choc* (Balland, 1994) (franco 105 F) et *Aux politiques qui prétendent réduire le chômage* (Balland, 1995) (franco 83 F).

♦ Hoang-Ngoc Liêm, *Salaires et emploi - Une critique de la pensée unique* (Syros, 1996) (franco 125 F).

♦ Revue du MAUSS, *Pour une autre économie*, La Découverte, 1994 (franco 180 F).

♦ *Le Monde diplomatique* (Mensuel)

♦ *Alternatives Économiques* (Mensuel)

Le chat et la souris

Tel Malraux dans *Les chènes qu'on abat*, Franz-Olivier Giesbert a rassemblé les confidences que François Mitterrand lui a faites au soir de sa vie.

L'ancien président, marqué par la douleur et fasciné par la mort, doué d'une mémoire prodigieuse parle beaucoup de littérature et des hommes politiques qu'il a côtoyés.

Franz-Olivier Giesbert reste distant et méfiant, François Mitterrand provoque et ironise, bref, deux beaux esprits jouent au chat et à la souris. Mais au fil des pages, on ne sait plus très bien lequel des deux griffe le plus, ou qui est le chat et qui est la souris. Au fait, ces petites phrases assassines, ces citations littéraires et ces bons mots qui font le sel des dialogues ont-ils été réellement prononcés ? L'un des deux protagonistes n'est plus là pour éventuellement démentir...

En tout cas, cet opusculé, léger comme un pamphlet, se lit d'un seul trait, tant la plume - et l'imagination ? - de Franz-Olivier Giesbert est talentueuse. Mais beaucoup de petites phrases, quand bien même on s'en délecte, ne font pas une thèse ou alors c'était là même le dessein de l'auteur de réduire son interlocuteur à un jouteur, à un roubleur, à un assassin verbal plutôt que de le dépeindre comme un grand politique. Au final, se grandit-on à l'autre trop vouloir réduire ?

Christian MORY

Franz-Olivier Giesbert - « *Le vieil homme et la mort* » - Gallimard - prix franco : 85 F.

Le tournant de décembre

- C'est une révolte des fonctionnaires ? demande le président

- Non, monsieur ! C'est une révolution des mentalités... lui répond son Premier ministre.

Tel peut s'exprimer le malaise qui existe dans la France de 1996. Tel le posent Jean-Pierre Le Goff et Alain Caillé, chacun à sa manière, dans cet ouvrage composé de deux parties distinctes, *Le grand malentendu*, et *Vers un nouveau contrat social* ?

Hiver 1995, la France connaît un mouvement de grèves massif dans le service public. On observe alors que la première colère des usagers fait place à une compréhension du mouvement, voire à l'expression d'un soutien. Dès lors, toute la démarche de Jean-Pierre Le Goff consiste à replacer la grande grève de décembre 1995, non plus dans une optique corporatiste, celle d'un service public attaché à ses privilèges, mais au sein de la réalité plus grande d'une société française où le pouvoir et le pays réel s'affirment de plus en plus comme les belligérants d'un conflit dont l'enjeu serait, pour l'un, le respect des normes économiques et financières fixées par le projet européen, pour l'autre, la survie d'un réseau complexe de sociabilités et de traditions constituantes d'une véritable identité.

Dans ce conflit ouvert, nos gouvernants auront montré la redoutable efficacité de leurs méthodes de gestion de l'appareil d'État. Jean-Pierre Le Goff parle d'une élite formée aux techniques de l'esquive et de la rupture du

dialogue social. Décembre aura révélé un pouvoir assumant sans fausse pudeur l'idée qu'il se fait de sa tâche et de son statut... responsable devant l'histoire à venir de l'entrée de la France dans l'Europe et la mondialisation de l'économie. L'auteur met en lumière les stratégies de ce pouvoir face à un climat social explosif. Elles sont de deux types. D'une part, il s'agit de déstabiliser l'opinion publique par la poursuite permanente de réformes. D'autre part, il convient de jouer la carte de la discorde au sein même de la population active, en dénonçant les écarts de condition socio-professionnelle existant entre secteurs public et privé.

Le constat est sévère et l'ouvrage aurait pu sonner aux mélodies sourdes du pamphlet journalistique. Mais Jean-Pierre Le Goff ne manque pas de donner un ton analytique à son travail en opérant une étude critique du mouvement lui-même. Les fonctionnaires sont animés par une fierté d'appartenance au service public, et conscients qu'ils sont d'une France majoritairement attachée à ses spécificités d'économie mixte. Mais force est d'admettre que cette conscience prend parfois figure de corporatisme. L'auteur parle d'une dimension tragique du mouvement de décembre ; c'est l'expression d'une impuissance manifeste à se projeter dans l'avenir. Le grand malentendu est alors l'histoire d'un dialogue rompu

de la volonté même de ses deux protagonistes, même si les deux n'ont certes pas, il est vrai, un égal pouvoir de décision.

Comment reconstruire le lien sur les bases d'un tel constat ? Voilà qui est au cœur de la réflexion d'Alain Caillé. Dans un style moins enlevé que Jean-Pierre Le Goff, l'actuel directeur de la *Revue du M.A.U.S.S.* nous invite à une analyse plus universitaire de l'écroulement de la société française.

Restructuration du temps de travail dans le sens d'une plus grande flexibilité, mise en valeur du secteur quaternaire de l'économie, dit d'action sociale, passage d'une société de reconnaissance salariale de l'individu à une société de dialogue social généralisé, pour Alain Caillé, un nouveau contrat social doit s'établir sur la base d'une reconstruction du lien social direct, sans que la médiation du pouvoir en soit l'élément moteur. L'auteur croit ainsi à la nécessité de redorer l'imaginaire démocratique par la réaffirmation des objectifs moraux de la démocratie.

De par la mise en face-à-face de ces deux textes complémentaires, mais aux contenus extrêmement différents, *Le tournant de décembre* constitue un outil de réflexion intéressant pour qui se sent impliqué dans le débat social actuel, à une heure où il se peut que les options retenues conditionnent notre développement à long terme.

Alexandre RENAUD

Jean-Pierre Le Goff et Alain Caillé - « *Le tournant de décembre* », 1996 - La Découverte - prix franco : 95 F.

Le souci contemporain

Le dernier livre de Chantal Delsol est d'une qualité rare. Finement et rigoureusement pensé, exigeant, refusant à la fois les pièges de la mode et d'une pensée réactive qui finirait par devenir réactionnaire. Disons qu'elle se veut pleinement de son temps, en refusant d'en être dupe. Je ne vois pas meilleur résumé de son livre, sauf à définir l'objet du débat de ce temps. Elle le définit à partir du mythe d'Icare qui voulut fuir son labyrinthe, nanti d'une paire d'ailes, mais qui, s'approchant trop du soleil, se noya dans la mer. Telle est pour elle l'aventure moderne : « Depuis deux siècles, pour échapper au labyrinthe de la médiocrité, nous avons cru que nous pourrions transformer radicalement l'homme et la société : tantôt par la philosophie du Progrès qui nous promettait depuis Condorcet de supprimer la guerre, la maladie et la pénurie ; tantôt par les idéologies qui annonçaient l'avenir radieux. (...) Nous retombons sur la terre où il nous faut nous réapproprier notre condition humaine. Mais nous avons perdu en chemin les clefs de la compréhension. Et ce monde médiocre nous ne le connaissons plus, et nous n'en connaissons plus le sens ».

Chantal Delsol entend reconnaître le pourquoi du désenchantement moderne et penser de façon responsable la sortie des impasses de la modernité, la responsabilité lui paraissant au fond la qualité la plus rare aujourd'hui. Sans doute, est-ce la volonté d'alléger les individus de l'inquiétude du sens et des antinomies qui structurent une existence : le bien et le mal, le besoin et la rareté, le pouvoir et la liberté. Se débarrasser de l'angoisse métaphysique, mettre fin au règne de la rareté, voire échapper à la nécessité du politique en vivant en régime d'utopie, c'était jouer à Icare, s'émanciper du labyrinthe de la vie. Mais nous sommes payés pour savoir que c'est une illusion qui vaut très cher. Aurons-nous le courage d'habiter à nouveau le séjour de la terre, en ne fuyant aucune des questions que pose notre existence ?

Ces questions, notre philosophe les reprend une à une, en refusant de se réfugier dans une mentalité pré-moderne qu'elle désigne par l'essentialisme : « Nous vivons dans le même monde qu'autrefois, mais nous n'y vivons plus comme avant. Une certaine innocence nous a quittés, et l'innocence ne se donne pas deux fois ». Les anciennes justifications ont disparu. Il nous faut donc réfléchir à frais nouveaux à nos obligations, sans pouvoir nous réfugier dans des certitudes toutes faites, une sorte d'arrière-fond religieux incontestable. « Nous sommes tenus de réapprendre la politique comme conflit, ou la morale comme quête ininterrompue d'un bien qui dépasse les valeurs subjectives, et l'existence elle-même dans sa dimension tragique - c'est bien la tragique que les idéologies avaient espéré abolir ».

Sur la morale, Chantal Delsol pose les bonnes questions, tout d'abord au travers d'une critique sans complaisances des habitudes et des blocages qui empêchent de penser jusqu'au bout. Est-il possible par exemple de s'attacher au bien sans considération pour la vérité ? On craint en effet

que la vérité ne conduise au fanatisme ou soit habitée par lui. Mais le résultat, c'est l'évitement du fond des choses au profit de l'émotionnel : « L'eugénisme se trouve combattu et écarté sa possibilité, parce qu'il a donné naissance au nazisme et parce que le nazisme nous est intolérable. Mais l'approfondissement du statut humain, seule racine du refus de l'eugénisme, nous mènerait à la reconnaissance de quelques vérités indiscutables, où notre errante liberté ne trouverait plus son compte (...) Aussi, faute de réels arguments contraires, l'eugénisme demeure-t-il non loin, prêt à resurgir par exemple si se posait la question des handicapés vieillissants ». Sur ce point précis, un roman, publié il y a deux ans, *L'enfant nocturne* (1) s'est chargé de montrer que Chantal Delsol sait de quoi elle parle. Ce pourrait être aussi l'indice que l'aventure de la pensée ne se sépare pas de l'engagement de l'existence. Mais Chantal Delsol va encore plus loin en désignant une conception des droits auxquels on se rattache, sans vouloir accéder aux valeurs qui les justifient : « L'homme contemporain pose le postulat, non forcément du néant du vrai, mais du danger du vrai. Agnostique d'un nouveau type : non de conviction, mais de crainte. La morale contemporaine s'établit au sein d'une pensée pusillanime ».

par Gérard Leclerc



Oh là, comme vous y allez, Chantal Delsol ! Non contente de vous réclamer de l'objectivité du vrai, vous proclamez aussi la nécessité d'une anthropologie, c'est-à-dire d'un savoir sérieux sur l'homme, où celui-ci n'éviterait pas la vérité de lui-même et donc un certain nombre de normes hors desquelles sa dignité s'évanouirait. Tout simplement, parce que l'auteur refuse de mentir et de se mentir à elle-même, comme il est coutume de le faire aujourd'hui, parce qu'il n'est plus question d'interdire quoique ce soit. La moindre exigence affirmée, le moindre rappel d'une norme est renvoyé à l'enfer de « l'ordre moral ». Et dans ce cadre-là il est vrai que tout essai anthropologique est vain.

Si la modernité part du principe que l'homme est « une cire molle, modelable à merci et à volonté », il est rigoureusement impossible de la penser autrement que comme pure indétermination. Il n'est pas vrai - le père de Lubac l'a montré - que Pic de la Mirandole ait eu cette idée qu'on lui attribue toujours. A force d'avoir peur d'une vérité qui les contraindrait, les modernes ont fini par croire qu'il y avait une incompatibilité entre la vérité de l'homme et sa liberté. Mais Chantal Delsol à travers tout son livre montre que la vérité anthropologique n'est pas un modèle fixe qui fonctionnerait comme une sorte de code biologique. C'est l'homme qui se construit librement - et non arbitrairement - à partir d'une réflexion sur le sens de sa propre vie et des normes qui en découlent.

Je ne ferai qu'une critique à ce livre courageux, dont je suis obligé d'omettre des aspects essentiels (notamment politiques), c'est la façon dont il élude la question religieuse et l'étrange incompréhension qu'il manifeste souvent à l'égard de l'univers proprement judéo-chrétien. Tout se passe comme si sur ce sujet, l'auteur employait une stratégie d'évitement, celle qu'elle refuse obstinément et reproche durement à ses contemporains. Il me semble, en effet, qu'elle s'emploie à enfermer l'enseignement de la Bible et du christianisme dans des catégories ou des emballages qui en dénaturent le sens et l'empêchent de frapper les modernes droit au cœur, là où l'affrontement avec la transcendance les met nus face à leur plus profonde responsabilité éthique. Mais c'est peut-être simplement de la pudeur.

Chantal Delsol - « *Le souci contemporain* » - Éditions Complexe - prix franco : 135 F.

(1) Chantal Delsol - « *L'enfant nocturne* » - Le Mercure de France - prix franco : 95 F.

L'Europe d'entre deux guerres

Au fur et à mesure des rééditions, la cause est entendue : Jacques Bainville a eu raison.

Non seulement Bainville avait prévu les conséquences politiques des traités de paix, mais comme le détaille dans son livre, le jeune historien Christophe Dickes, il a constamment fourni les bonnes analyses de la politique étrangère à chaque étape de l'entre-deux-guerres. Que ce soit sur l'occupation de la Ruhr et « la guerre froide franco-allemande » (1918-1924), sur la politique du chancelier allemand Stresemann et « les régions idéales » du pacte de Locarno, sur le splendide isolement anglo-saxon villipendé par Churchill ou le piège du pacte franco-soviétique tendu par Staline (et aujourd'hui mis à nu par l'accès aux archives soviétiques), Bainville a fait preuve d'une capacité d'analyse qui étonne par son caractère prémonitoire.

Maintenant que les idéologies ne nous prodiguent plus leurs explications du monde et que les vieilles solidarités ont disparu, la méthode positiviste de Bainville retrouve toute sa pertinence, en même temps que la notion de concert européen auquel devaient tendre, selon lui, tous les efforts d'une diplomatie digne de la grande tradition monarchique. Le contexte inédit de la construction européenne et la structure fédérale de l'Allemagne contemporaine sont certes des données nouvelles mais elles peuvent tout à fait être intégrées valablement dans une problématique bainvillienne qui n'a pas vieilli.

Dans sa préface, l'historien Georges-Henri Soutou suggère une étude sur l'influence profonde, le plus souvent non avouée, de Bainville sur nos élites, parfois très éloignées de sa famille de pensée. Celle-ci n'a été possible et n'a survécu que parce que Bainville avait réussi à ne se laisser enfermer par aucun a priori idéologique ni par aucun esprit de parti. C'est ainsi que de jeunes historiens peuvent le redécouvrir en toute liberté.

Y. L. M.

Christophe Dickes - « Jacques Bainville - L'Europe d'entre-deux-guerres » - Ed. Godefroy de Bouillon - prix franco : 125 F.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de Jacques Bainville disponibles :

- ♦ *Bismarck* - 109 F
- ♦ *Les conséquences politiques de la paix* - 110 F
- ♦ *Les dictateurs* - 127 F
- ♦ *Histoire de France* - 159 F
- ♦ *Histoire de trois générations* - 118 F
- ♦ *Histoire de deux peuples* - 105 F
- ♦ *Napoléon* - 150 F
- ♦ *Petite histoire de France* (pour les enfants) - 150 F
- ♦ *Réflexions sur la politique* - 98 F.

Ouvrages sur Jacques Bainville :

- ♦ Igor Mitrofanoff - *Pour connaître Jacques Bainville* - 90 F
- ♦ Jean Montador - *Jacques Bainville historien de l'avenir* - 84 F.

Tous ces livres sont disponibles à notre service librairie et le prix indiqué inclut les frais de port.

Qu'est-ce-qu'un noble ?

Un historien américain bouleverse la représentation habituelle de la noblesse, et détruit nombre de préjugés sur l'organisation politique et sociale de la France capétienne.

Noblesse. Le mot évoque une série d'images et d'expressions qui n'ont pas changé depuis les polémiques de la période révolutionnaire : la particule et le sang bleu, l'hérédité et le privilège, le château et la cour, la richesse et l'arrogance. Le tout identifié à la monarchie, alors que la noblesse fut abolie lors de la Nuit du 4 Août par des députés monarchistes qui placèrent leur révolution égalitaire sous l'égide de Louis XVI...

Étranger à nos querelles et à nos préjugés sociaux, un historien américain a récemment publié un passionnant ouvrage qui déplace le débat. Pour Ellery Schalk, l'histoire de la noblesse française n'est pas seulement celle des changements de son statut social : c'est son concept qui se transforme radicalement à la fin du XVI^e siècle.

Multipliant les références savantes, Ellery Schalk montre en effet que dans sa définition traditionnelle, unanimement acceptée au Moyen Âge et à la Renaissance, la noblesse ne se prouve pas par l'ancienneté, ni par la transmission héréditaire, ni par la possession seigneuriale, ni par la particule : c'est

tout simplement un métier, celui des armes. Le simple fantassin est un gentilhomme, comme le cavalier, et parler de la noblesse c'est tout simplement désigner l'armée du roi.

Dès lors, l'appartenance à la noblesse ne se prouve pas par des signes, des titres et des terres, mais par une vertu qui n'est autre que le courage. Le noble, c'est l'homme d'armes qui a le courage de se battre pour le roi, donc pour la justice, ce qui implique la défense des pauvres et des faibles.

Cette conception méritocratique de la noblesse cède le pas, entre 1600 et 1650, à une définition héréditaire : celle-ci correspond à la volonté royale de ruiner le fondement éthique de l'autonomie de l'armée (afin d'éviter l'apparition d'une caste militaire, dangereuse pour l'État) et de mettre au service du pouvoir politique un groupe civil et militaire étroitement contrôlé, mais comblé de distinctions honorifiques.

Décidément l'authenticité, comme la nostalgie, n'est plus ce qu'elle était. Elle n'a même jamais été authentique.

Jacques BLANGY

(1) Ellery Schalk - « L'Épée et le sang » - Champ Vallon, 1996 - prix franco : 150 F.



« A la découverte de la nouvelle action royaliste » est une petite brochure de 16 pages qui contient une présentation de la N.A.R. ainsi que tous les renseignements concernant l'adhésion au mouvement. Cette brochure est spécialement destinée à être envoyée aux personnes qui nous demandent une documentation, mais il serait souhaitable que tous les amis de la N.A.R. en détiennent quelques exemplaires afin de pouvoir en donner aux personnes avec lesquelles ils parlent du mouvement.

Tarif franco : 1 ex. : 6 F - 5 ex. : 23 F - 10 ex. : 39 F.

Rappelons que l'adhésion au mouvement est indépendante de l'abonnement à *Royaliste* et que nous incitons vivement tous nos lecteurs et amis à adhérer à la N.A.R.

Les adhérents à la NAR reçoivent une publication mensuelle qui leur est spécialement réservée

L'ANION

Ce très joli petit fanion de table aux armes de France sera une décoration originale sur votre bureau ! En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. Hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.



Un superbe album de photos historiques sur la Maison de France. Plus de trois cent illustrations, documents photographiques uniques et inédits s'étalant sur un siècle (1850-1950) - Prix franco : 260 F

La Fédération d'Ile-de-France lance un appel à tous les lecteurs de *Royaliste* qui seraient désireux de contribuer à une meilleure présence politique de la NAR « sur le terrain » afin qu'ils participent aux activités de la Fédération. Elle les invite en particulier :

- à venir à ses réunions mensuelles (la prochaine aura lieu le samedi 23 novembre à 16 h. dans les locaux),
- à répondre au « questionnaire de rentrée » qui a été envoyé (les personnes qui ne l'auraient pas reçu peuvent le demander en téléphonant au siège),
- à s'abonner à *Idéfix*, la lettre mensuelle d'information qu'elle édite (30 F pour l'année).

Outre les réunions et les activités militantes classiques, un séminaire de formation politique est organisé cette année. Il comprendra un cycle de 8 séances et sera animé par Bertrand Renouvin. L'accès à ce séminaire est ouvert à tous ceux qui désirent compléter leur formation même s'ils ne sont pas adhérents, mais il est demandé une inscription préalable (les dossiers d'inscription peuvent être demandés en téléphonant au journal).

Pour prendre contact avec la Fédération on peut soit écrire à l'intention d'Hugues Bouchu, soit le rencontrer au local à partir de 19 h avant les conférences des *Mercredis de la NAR*.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 27 F).

● Mercredi 6 novembre : Proche compagnon de François Mitterrand, président du club *Actes et Paroles*, Conseiller d'État, Maurice BENAS-SAYAG est un militant très représentatif (bien que peu médiatisé !) du socialisme français. Intimement mêlé à toutes les luttes et à tous les débats de la gauche, observateur avisé, il s'interrogera avec nous sur « L'Avenir du Parti socialiste » au moment où le P.S. semble aussi assuré de sa victoire en 1998 que désespérément flou dans son projet.

● Mercredi 13 novembre : Olivier BIFFAUD et Laurent MAUDUIT sont journalistes au *Monde*. Ils ont mené une enquête pour établir de

manière précise comment furent élaborés et choisis les thèmes de campagne qui allaient permettre la victoire de Jacques Chirac. A partir de témoignages incontestables et de documents inédits, ils détaillent l'opération de bricolage idéologique qui a séduit, puis rapidement déçu, une partie de l'électorat chiraquien. Telle est « La grande méprise » dont nous examinerons les répercussions actuelles en compagnie de nos deux invités.

● Mercredi 20 novembre : Conseiller diplomatique à l'Élysée, puis secrétaire général de la présidence de la République, Hubert VEDRINE a été quatorze années durant au cœur de la politique étrangère, en une époque cruciale. La fin du soviétisme, Maastricht, l'Allemagne, la guerre du Golfe, la guerre civile en Yougoslavie : autant de questions décisives et d'événements tragiques qui ont marqué « La France et le cours du monde » entre 1981 et 1994, et qui, parmi tant d'autres, font l'objet du livre qu'il vient de publier.

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

CONSEIL NATIONAL

C'est à Paris, le dimanche 17 novembre que se réunira le prochain Conseil National. Rappelons que cet organisme, élu par les adhérents de la NAR pour deux ans, se réunit deux fois par an et joue un rôle de conseil auprès du Comité Directeur du mouvement à la fois sur le plan politique, sur l'application de la ligne définie par le Congrès des adhérents et sur le plan de l'organisation et des campagnes du mouvement.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Un Juppé ? «Ça ne vaut rien !»

A plusieurs reprises, nous avons dénoncé les pratiques répressives qui visent de proche en proche les étrangers en situation irrégulière, les immigrés, les marginaux, les sans-abri, les grévistes qui occupent leur usine, et qui s'étendront demain à tous ceux qui osent exprimer, sur leur lieu de travail et dans la rue, leurs refus et leur révolte. Comme on le voit aux États-Unis, la gestion néo-libérale de la société implique nécessairement que l'ordre soit maintenu à coup de matraques et d'années de prison.

Cette logique autoritaire se manifeste aussi dans le domaine économique. L'affaire Thomson montre, une fois de plus, que les opérations de privatisation et de « régulation » du marché se mènent dans le secret et se placent sous le signe de l'arbitraire.

Alors qu'une entente parfaite règne entre le Président de la République et le Premier ministre, alors que le gouvernement dispose à l'Assemblée d'une écrasante majorité, le sort d'industries décisives pour notre défense, pour notre développement industriel, pour notre puissance commerciale, se joue dans le bureau de Jacques Chirac. Aujourd'hui Thomson, demain l'Aérospatiale, la SNECMA, Air France, France Télécom.

Nous voudrions bien croire à la pertinence du mariage entre Thomson-CSF et Matra, mais comment avoir confiance en un président qui place le gouvernement, le Parlement et les citoyens devant le fait accompli ? Et si la cohérence et

l'efficacité du nouveau groupe sont à ce point certaines, pourquoi nous refuse-t-on des explications détaillées ? Elles s'imposent d'autant plus que la corruption évidente des milieux dirigeants conduit nécessairement une partie de l'opinion à accréditer les rumeurs qui courent sur les manœuvres douteuses et les complaisances qui expliqueraient les décisions prises dans le domaine industriel et financier. Ces soupçons se



répandent d'autant plus vite que le gouvernement ne respecte pas la procédure légale de privatisation, ni même le décret d'août 1995 qui la facilite puisque, dans l'affaire Thomson, le rôle de la commission de privatisation est de pure forme.

Ce comportement est d'autant plus inacceptable que les décisions prises en matière de privatisations consistent à tronquer, à brader, à donner des entreprises de pointe (Thomson Multimédia cédée pour un franc à Daewoo (1)), des banques (le groupe CIC, la Marseillaise de crédit), et d'autres entreprises ou sociétés nationales (la Compagnie générale maritime, la

Société Française de Production), avec une telle hâte que nous pourrions nous croire en situation de banqueroute.

Tel n'est pas le cas. On liquide pour complaire aux arbitres de la mode dans le monde des affaires. Immense saccage, pour rien. On liquide le patrimoine national, notre patrimoine, au mépris de l'intérêt du pays, au mépris des grandes et belles ambitions de ceux qui l'ont constitué, agrandi et enrichi : pas seulement les socialistes (quand il y avait encore des socialistes, en 1981) mais aussi, et surtout, le général de Gaulle. Il ne s'agit pas seulement de puissance économique, militaire, financière : ce qui est liquidé, c'est l'esprit de la Libération, et avec lui l'enthousiasme, la générosité, l'intelligence et les sacrifices de plusieurs générations.

On liquide, dans le complet mépris de celles et ceux qui travaillent dans ces entreprises et ces établissements, qui ont assuré les réussites et supportés les épreuves. Tous vendus, et maintenant cédés par le franc symbolique avec les machines et les meubles, abandonnés aux calculs des financiers, qui tailleront froidement dans les effectifs. Avec, en guise de remerciements, les quatre mots prononcés par le Premier ministre pour justifier le bradage de Thomson Multimédia : « ça ne vaut rien ». Nul ne pourra plus désormais ignorer le cynisme d'Alain Juppé, qui reflète, en moins hypocrite, l'attitude du milieu dirigeant.

Pour un profit immédiat, ou simplement par bêtise, ce milieu dirigeant est en train de conduire l'industrie de notre pays à la ruine, de sacrifier des secteurs entiers de notre activité à une concurrence qui obéit à une logique de guerre, qui porte en elle la destruction et la mort.

Ne nous laissons pas faire. On ne nous suicidera pas.

Bertrand RENOUVIN

(1) Dépeçage dénoncé ici même en mai dès mai dernier, cf. l'éditorial « Ils cassent tout ! » du n° 666.